

Monsieur le Premier Ministre
Jean-Marc Ayrault
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne - 75700 Paris

Paris, le 25 octobre 2012

Objet : **création d'une plateforme nationale de la responsabilité sociale des entreprises**

Monsieur le Premier Ministre,

Le 24 juillet 2012, nos organisations prenaient l'initiative de vous adresser un courrier appelant à la mise en place, sous votre pilotage, d'une plateforme de dialogue et de concertation sur les questions relatives à la responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Aujourd'hui, nous pouvons nous réjouir de voir qu'à l'issue de la Conférence environnementale, le Gouvernement a validé au sein de sa feuille de route le principe de créer une « plateforme d'actions globales » « pour engager un développement ambitieux de la RSE » et a inscrit la création de cette instance parmi les « mesures immédiates » à mettre en œuvre.

Au cours des dernières semaines, nous avons poursuivi les échanges entre organisations intéressées et nous avons abouti à un certain nombre de convergences que nous souhaitons partager avec vous. Nos discussions ont notamment porté sur la définition des axes stratégiques à aborder dans le cadre de la plateforme.

Parmi ceux-ci, nos organisations considèrent que la définition du plan national de la RSE (PNRSE) devrait être l'un des sujets prioritaires à traiter. Ce plan stratégique, qui répond à une demande de la Commission européenne, constitue une démarche structurante pour la promotion de la RSE pour les années à venir.

La Commission invite les Etats membres à établir ce plan avec le concours des entreprises et des autres parties prenantes. D'après les informations reçues, ce plan serait en cours de rédaction au sein de l'administration en vue d'être transmis à la Commission européenne d'ici fin novembre. Nous nous permettons d'insister pour que le processus de consultation soit organisé de façon à ce que l'ensemble des acteurs concernés puissent s'exprimer, dans des délais raisonnables, au regard de l'importance de ce texte. La nouvelle plateforme que nous appelons de nos vœux pourrait légitimement en être le cadre.

Nos organisations s'accordent également à penser que la sensibilisation et l'accompagnement des PME vers la RSE devraient être un autre axe stratégique prioritaire à aborder.

Nos discussions ont également porté sur le statut, les missions et la composition de cette plateforme. Nous sommes aujourd'hui en mesure d'avancer quelques propositions concrètes faisant consensus entre nos organisations et dont vous pourrez trouver le détail en annexe.

Nous nous tenons à votre disposition pour vous présenter ces propositions consensuelles au cours d'une réunion qui réunirait tous les acteurs concernés. Celle-ci devrait, nous semble-t-il, être organisée aussi rapidement que possible afin de lancer le processus de création de la plateforme et de permettre aux acteurs de se prononcer sur le projet de plan national.

Nous vous prions, Monsieur le Premier Ministre, de bien vouloir agréer l'expression de notre très haute considération.

Signataires

- Mme Isabelle AUTISSIER, Présidente, **WWF France**
- M. Gilles BERHAULT, Président, **Comité 21**
- M. Guillaume de BODARD, Président de la Commission Environnement et Développement Durable, Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (**CGPME**)
- M. William BOURDON, Président, **SHERPA**
- Pierre BURBAN, Secrétaire général, **UPA**
- M. Michel CAPRON, Président, Forum citoyen pour la RSE (**FCRSE**)
- Jean-Pierre CLAMADIEU, Président de la Commission Développement durable, **MEDEF**
- M. Martial COZETTE, Administrateur délégué, Centre Français d'Information sur les Entreprises (**CFIE**)
- M. Patrick D'HUMIERES, Président, Association professionnelle des conseils en DD & RSE (**ADD**)
- M. Bertrand FOURNIER, Président, Forum pour l'Investissement Responsable (**FIR**)
- Mme Geneviève GARRIGOS, Présidente, **Amnesty International France**
- Mme Carmen HEUMANN, Présidente, **Peuples Solidaires/ActionAid**
- Mme Martine LAPLANTE, Présidente, **Les Amis de la Terre France**
- M. Daniel LEBEGUE, Président, Observatoire sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (**ORSE**)
- M. André MARCON, Président, **CCI France**

- M. Patrick PIERRON, Secrétaire national, Confédération française démocratique du travail (**CFDT**)
- M. Bernard PINAUD, Délégué général, **CCFD-Terre Solidaire**
- M. Christophe PRAUD, Président national, Centre des Jeunes Dirigeants d'entreprise (**CJD**)
- M. Pierre PRINGUET, Président, Association Française des Entreprises Privées (**AFEP**)
- M. Pierre RADANNE, Président, **Association 4D**
- Mme Patricia SAVIN, présidente, **Orée**
- M. Pierre TARTAKOWSKY, Président, **Ligue des droits de l'Homme**
- Mme Hélène VALADE, Présidente, Collège des Directeurs du Développement Durable (**C3D**)

Contacts

M. Antonio Manganella
CCFD-Terre Solidaire - 4 rue Jean Lantier- 75001 Paris
01.44.82.81.28 - a.manganella@ccfd.asso.fr

Mme Noémie Chevalier-Delaunay
MEDEF - 55 avenue Bosquet - 75330 Paris cedex 7
01.53.59.19.49 - nchevalier@medcf.fr

Copie

- M. Laurent Fabius, Ministre des affaires étrangères
- Mme Christiane Taubira, Ministre de la Justice, Garde des sceaux
- M. Pierre Moscovici, Ministre de l'Economie et des finances
- Mme Nicole Bricq, Ministre du Commerce extérieur
- M. Arnaud Montebourg, Ministre du Redressement productif
- Mme Delphine Batho, Ministre de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie
- M. Michel Sapin, Ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
- Mme Najat Vallaud-Belkacem, Ministre des Droits des femmes
- Mme Sylvia Pinel, Ministre déléguée à l'Artisanat, au Commerce et au Tourisme
- M. Benoît Hamon, Ministre délégué à l'Economie Sociale et Solidaire
- M. Pascal Canfin, Ministre délégué au Développement
- Mme Fleur Pellerin, Ministre déléguée aux PME, à l'Innovation et à l'Economie numérique

Annexe :

◆ Statut :

Nous réitérons notre souhait que cette plateforme soit placée sous l'égide du Premier Ministre, afin de garantir sa reconnaissance institutionnelle et son indépendance et d'assurer la participation des différents ministères concernés par les questions de RSE. Dans ce cadre, les pouvoirs publics devraient aussi veiller à ce que cette plateforme dispose des moyens et de la logistique nécessaires à son bon fonctionnement.

◆ Missions :

Cette plateforme aurait comme mission principale d'organiser le dialogue, les échanges et la concertation entre ses membres et d'être force de propositions et recommandations pour placer haut la RSE dans les priorités politiques au niveau national et faire en sorte que les positions françaises en la matière soient mieux portées aux plans européen et international. Par ailleurs cette plateforme devrait pouvoir formuler des avis en réponse aux sollicitations des pouvoirs publics sur les sujets ayant trait à la RSE.

Bien entendu, cette plateforme n'aurait pas vocation à se substituer à l'action et aux initiatives de ses membres, mais pourrait au contraire les relayer, notamment en ce qui concerne le travail d'accompagnement des entreprises (et tout particulièrement des TPE/PME) dans la mise en place de leurs démarches de RSE.

◆ Composition :

Nos organisations souhaitent que la composition de cette plateforme soit définie avec souplesse. Cependant, afin de rendre le processus de dialogue et de concertation aussi efficace que possible, nous proposons une organisation fondée sur 5 à 6 collèges maximum représentés chacun par 5 à 6 membres. Les instances représentatives des entreprises, les organisations syndicales, les ONG et les pouvoirs publics (parlementaires et administrations) disposeraient d'un collège dédié.

Les organisations multi-acteurs devraient également pouvoir trouver leur place pour partager leur expertise. En tant que de besoin, la plateforme pourrait faire appel à d'autres personnes choisies au titre de leur expertise.

En ce qui concerne le choix du Président, les participants à la plateforme devraient être force de proposition pour sa désignation.